

René Cassin

La force du droit

COUVERTURE

Réalisation : Mallory Kwiat

Image de la première de couverture :

René Cassin vers 1941, © Tallandier/Bridgeman Images.

LE PHOTOCOPILLAGE MET EN DANGER L'ÉQUILIBRE ÉCONOMIQUE
DES CIRCUITS DU LIVRE.

*Toute reproduction, même partielle, à usage collectif de cet ouvrage est strictement interdite
sans autorisation de l'éditeur (loi du 11 mars 1957, code de la propriété intellectuelle du
1^{er} juillet 1992).*

© Calype Éditions 2026

www.calype.fr

ISBN : 978-2-494178-29-8

ISSN : 3075-0105

Emmanuel Decaux

René Cassin

La force du droit

DESTINS

INTRODUCTION : LE PANTHÉON DU DROIT

René Cassin serait « l'inconnu du Panthéon » a pu dire un historien pressé. La postérité est parcimonieuse et la reconnaissance éphémère. Les grands juristes de l'Empire, comme Portalis et Tronchet, dorment oubliés dans la crypte. Mais que le même homme, grand blessé de 1914, ait été un gaulliste de la première heure, « légiste de la France libre », puis vice-président du Conseil d'État sous deux Républiques, et membre du Conseil constitutionnel, tout en jouant un rôle de premier plan dans l'élaboration de la Déclaration universelle des droits de l'homme et à la tête de la Cour européenne des droits de l'homme, marque déjà un destin singulier. À l'éclat du Prix Nobel de la paix reçu en 1968, à plus de 80 ans, pouvait bien s'ajouter l'hommage posthume la « patrie reconnaissante » en 1987.

René Cassin savait fort bien qu'il incarnait une cause qui le dépassait. Il désirait reposer au Panthéon aux côtés de Félix Eboué et de Jean Moulin, Compagnons de la Libération comme lui. Soulignant le fil conducteur de sa longue vie, il

avait souhaité que le discours qu'il avait prononcé à la BBC le 8 septembre 1940 pour « l'anniversaire de la Marne », soit déposé dans son tombeau, unissant ainsi le fantassin en pantalon garance de 1914, le Français libre de la première heure et le défenseur inlassable de l'idéal républicain.

C'est un décret du 23 avril 1981, un des derniers actes officiels signés par le président Giscard d'Estaing, qui autorise le transfert des cendres de René Cassin au Panthéon, dans le prolongement de la ratification en 1980 des deux Pactes internationaux couronnant la Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée à Paris par l'Assemblée générale des Nations unies le 10 décembre 1948.

Dès son investiture comme nouveau président de la République, François Mitterrand, après avoir remonté la rue Soufflot, viendra se recueillir dans la crypte du Panthéon devant les tombeaux de Jaurès, de Jean Moulin et de Victor Schoelcher. Pour autant, le président semble donner du temps au temps. Lorsqu'en octobre 1982, après la mort de Pierre Mendès France, Robert Badinter suggère que la place de l'ancien président du Conseil est au Panthéon, il lui fait une réponse dilatoire : « Un jour peut-être. Mais deux personnes devraient y aller avant lui : René Cassin et Léon Blum. » Il faudra attendre la première cohabitation, Jacques Chirac étant Premier ministre, pour voir François

Mitterrand présider l'entrée de René Cassin au Panthéon, le 5 octobre 1987, à l'occasion du centenaire de la naissance du grand juriste. Dès la première phrase, son discours tourné vers les conquêtes à venir va au cœur du combat de Cassin : « Il est des hommes illustres pour avoir incarné la douleur et la gloire d'une époque. Il en est d'autres dont la grandeur est d'avoir su anticiper sur leur temps. René Cassin est de ceux-là. »

Pourtant la douleur n'avait pas manqué, dès 1914, à l'âge de 27 ans, avec des blessures de guerre le laissant invalide à 65 % après une longue convalescence, sans jamais affaiblir sa vitalité ni son énergie de jeune juriste déterminé à vivre avec les autres, pour les autres. Loin de se résigner ou de renoncer, il s'était mobilisé pour défendre la cause des victimes de guerre – notamment les mutilés, les veuves et les orphelins – et construire un monde de paix. On mesure la douleur morale d'un patriote qui avait cru à « la paix par le droit », devant l'échec de la SDN et lors de la défaite de juin 1940. À cinquante ans passés, sa vie bascule une nouvelle fois dans le vide, lorsqu'il quitte tout pour retrouver à Londres ces *Hommes partis de rien*, qui forment autour du général de Gaulle la première phalange de la France libre. Dans son journal inédit, il écrit son désarroi face aux accusations injurieuses de trahison et aux insultes antisémites; son angoisse

sous les bombes du blitz alors qu'il est sans nouvelle des siens. Mais au milieu de toutes ces incertitudes et ces menaces, il ne désespère jamais de la France, « soldat du droit », continuant le combat de la liberté auprès des grandes démocraties. D'abord isolé au milieu des militaires, puis éclipsé par le ralliement des politiques, celui qu'à défaut de grade, on nomme avec respect « le professeur René Cassin », incarne avec rigueur, passion et éloquence cette fidélité à une France du droit.

Le courage intellectuel n'a pas fait défaut à Cassin qui n'a cessé de dénoncer « l'État Léviathan », face aux dictatures, avec la volonté de défendre la justice et de construire le droit, d'abord en sauvegardant les principes de l'État de droit, à travers une République qui à ses yeux n'avait jamais cessé d'exister même aux heures les plus sombres. Mais, voyant plus large et plus loin, il vise à construire un monde nouveau, fondé sur l'affirmation de la dignité humaine, à travers la protection des droits de l'homme à l'échelle universelle, comme dans le cadre régional. Pour lui, le droit n'était pas un jeu savant coupé des réalités, mais le combat séculaire des valeurs humanistes pour transformer les utopies en réalités, pour réconcilier légalité et légitimité. Nourri des techniques du droit international privé, il avait abordé les négociations multilatérales de la SDN puis de l'ONU, en combinant

la fermeté inébranlable dans les principes et la recherche empirique de solutions. Face à un nationalisme juridique étroit, y compris dans son propre pays, il n'a cessé d'affirmer, comme à la conférence internationale des droits de l'homme de Téhéran de 1968, « qu'au-dessus de la souveraineté, il y a le Droit ».

René Cassin avait confié dans son petit agenda au lendemain du 14 juillet 1940 : « Je souffre de n'être qu'un juriste et veux être mêlé à l'action ! » Mais marqué par les blessures de l'histoire, il a su transformer le droit en dynamique au service d'un idéal commun. Ce n'est pas un hasard si un de ses derniers ouvrages, paru en 1972, s'intitule *La pensée et l'action*, faisant écho à la formule fameuse de Bergson recommandant « d'agir en homme de pensée et de penser en homme d'action ». Son activisme débordant au service du droit, qui lui fait cumuler les fonctions et responsabilités, et multiplier les missions et les voyages jusqu'à un âge avancé, n'est pas une vaine quête des titres et des honneurs, c'est la volonté d'agir d'un citoyen engagé, d'un professeur passionné, d'un orateur vibrant, toujours soucieux de transmettre son message aux nouvelles générations, lui qui avait fondé la promotion des droits de l'homme sur l'enseignement et l'éducation.

De manière prophétique, le grand historien Edgar Quinet, évoquant en 1867 le Panthéon de

l'avenir, écartait les vaines gloires du Second Empire triomphant, au nom des grands ancêtres de 1789 : « La Constituante, si on lui eut fait la question, eût classé les grands hommes d'après la justice qu'ils ont fait entrer dans le monde. Elle eût placé plus haut celui qui a représenté le mieux l'idée du droit, de la conscience universelle, celui qui l'a le mieux défendue par ses actes », loin devant les « hommes de bruit », dans un lieu « qui devait être avant tout le monument de la liberté et de l'humanité ».

1

PÈRES ET FILS

René Samuel Cassin est né à Bayonne le 5 octobre 1887, au moment où la III^e République montre sa fragilité avec la démission du président Jules Grévy, ouvrant une période de crises politiques. C'est un enfant de la Belle Époque, dont la prime jeunesse se passe entre Bayonne – pour les vacances chez ses grands-parents maternels dans leur belle propriété de Rachel Cottage – et Nice où ses parents s'installent en 1891, rue de l'hôtel des Postes. René Cassin dira lui-même que sa « vraie vie » commence à Nice. Des photos de famille le montrent en costume marin, avec Fedia son frère aîné et ses deux sœurs, un chien à leurs pieds. Mais ce bonheur est fragile, très vite miné par des dissensions familiales. De manière diplomatique, René Cassin précise « j'avais un père excellent et une mère dévouée ». Son amour filial ne se partagera jamais, quitte à se brouiller passagèrement avec un père, « très supérieur à tous ceux de son milieu ».

Henri Cassin, ce père admiré, est le témoin d'une double émancipation héritée de la Révolution française. Sa famille est originaire de Cuneo (Coni) une vieille cité fortifiée sur le haut plateau du Piémont qui, à la suite de la campagne d'Italie, vote son rattachement à la France en 1799. Bonaparte en fera en 1802 le chef-lieu éphémère du département de la Stura, ouvrant les portes du vieux ghetto et appliquant l'égalité des droits aux membres de la communauté juive. Le retour à l'Ancien Régime dans le royaume du Piémont en 1815 rétablit les discriminations à l'égard des juifs, jusqu'à 1848 lorsque le roi Charles-Albert proclame l'égalité des droits, facilitant ainsi les contacts avec les grands ports voisins, notamment Gênes et Nice.

Le grand-père paternel de René Cassin, Moïse Cassin, est né à Cuneo en 1823 et a épousé à Nice en 1846 Judith Viterbo, l'acte de mariage étant rédigé en italien. Il est naturalisé français le 1^{er} juillet 1861, au lendemain du rattachement de Nice à la France. Les nombreux enfants du couple naissent à Nice, notamment Azaria – qui prendra vite le prénom d'Henri – né en 1860 ainsi que son frère cadet, Benjamin né en 1863. Henri Cassin sera décoré de la Légion d'honneur par Jean Médecin le 14 juillet 1957, non sans que son fils adresse au général Catroux une lettre évoquant « le

Bibliographie

Pour revenir aux sources, en dehors de nombreux discours et articles, les œuvres majeures de René Cassin sont ses mémoires inachevées.

René CASSIN, *Les hommes partis de rien, le Réveil de la France abattue 1940-1941*, Les Presses de la Cité, 1975 [2^e édition, Paris, Plon, 1987 ; 3^e édition, 2025].

À compléter par une belle anthologie parue de son vivant :

René CASSIN, *La pensée et l'action*, Éditions F. Lalou, 1972.

Et par les « Mélanges » académiques publiés en son honneur, sous le titre :

René Cassin Amicorum Discipulorumque Liber, Pedone, 1969-1972, 4 vol.

Parmi les publications juridiques de Cassin, il faut faire un sort à part à

René CASSIN, « La Déclaration universelle et la mise en œuvre des droits de l'homme », *Recueil des cours de l'Académie de La Haye*, RCADI, vol. 79, 1951.

Mais les archives publiques et privées sont des sources très riches qui restent à explorer systématiquement, à commencer par le fonds privé René Cassin des Archives

nationales et le fonds Cassin-Gros des Archives diplomatiques, les archives du Conseil d'État et les archives du Conseil constitutionnel, ainsi que les archives de la bibliothèque du Palais des Nations à Genève, celles du Conseil de l'Europe et de l'Alliance israélite universelle. Le musée de l'Ordre de la Libération conserve également de précieux documents. Nous adressons à leurs bibliothécaires toute notre gratitude.

BIOGRAPHIES

Antoine PROST et Jay WINTER, *René Cassin*, Fayard, 2011. [Spécialistes reconnus de la Grande Guerre et du monde des Anciens combattants, les auteurs ont malheureusement négligé de nombreuses sources sur le rayonnement international et l'influence juridique de Cassin.]

Gérard ISRAËL, *René Cassin, La guerre hors la loi, Avec de Gaulle, Les Droits de l'homme*, Bruxelles, Bruylant, 2007. [Réédition d'un essai d'un philosophe proche de René Cassin paru chez Desclée de Brouwer (DDB) en 1990.]

Marc AGI, *René Cassin, Prix Nobel de la paix, Père de la Déclaration universelle des droits de l'homme*, Perrin, 1998. [Et une première version du même auteur : *René Cassin, fantassin des droits de l'homme*, Plon, 1979.]

COLLOQUES

Différents colloques ont été organisés par l'Association pour la fidélité à la pensée de René Cassin, puis par l'Institut international des droits de l'homme, devenu

en 2015, la fondation René Cassin, avec de précieux témoignages de ses contemporains, comme René Plevén et Stéphane Hessel, Marceau Long et Nicole Questiaux,

Actualité de la pensée de René Cassin, CNRS, 1981.

René Cassin, une pensée ouverte sur le monde moderne, Hommage au Prix Nobel de la paix 1968, Honoré Champion, 2001.

De la France libre aux droits de l'homme, l'héritage de René Cassin, (journée organisée au Conseil d'État avec la CNCDH en 2008), La Doc. fr, 2009.

Hommage à René Cassin, (journée organisée à Strasbourg, avec la Cour européenne des droits de l'homme avec la CNCDH en 2017), in *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, n° 112, octobre 2017.

Plus récemment, on signalera le colloque organisé en 2024, à l'université d'Aix-Marseille, sous la direction de Julien Broch, *René Cassin, les années décisives (1914-1948)*, à paraître. On doit au même auteur, l'édition critique de plusieurs cours inédits de René Cassin, notamment :

René CASSIN, *De la condition juridique des sujets étrangers en France pendant la guerre (1916)*, Académie des sciences morales et politiques, 2021.

René CASSIN, *Cours radiodiffusés sur l'héritage (1938-1939)*, Académie des sciences morales et politiques, 2021.

À propos de l'image de couverture

En 1941, dans le Londres du Blitz, il porte un costume d'un épais drap anthracite, avec à la boutonnière le ruban de la Croix de guerre et l'insigne de commandeur de la Légion d'honneur que lui a remis le président Lebrun en 1936. Révoqué par Vichy, déchu de sa nationalité, il reste « le professeur René Cassin ». La cinquantaine venue, sa barbe poivre et sel de vieux républicain accentue son âge, mais son allure impassible, son visage grave et son regard droit traduisent toute l'énergie de ce grand blessé qui semble raidi dans une armure.

Le portait a été pris au QG de la France libre à Carlton Gardens, alors que comme « secrétaire permanent du Conseil de l'Empire » René Cassin travaille 12 heures par jour dans un bureau du 2^e étage au plus près du général de Gaulle. En évidence au premier plan, comme une profession de foi, le quotidien *France* a pour sous-titre la devise « Liberté-Égalité-Fraternité ». Pour René Cassin l'esprit de Résistance incarné par le chef des Français libres est inséparable de la fidélité à l'idéal de la République.

René Cassin vers 1941,
© Tallandier/Bridgeman Images.

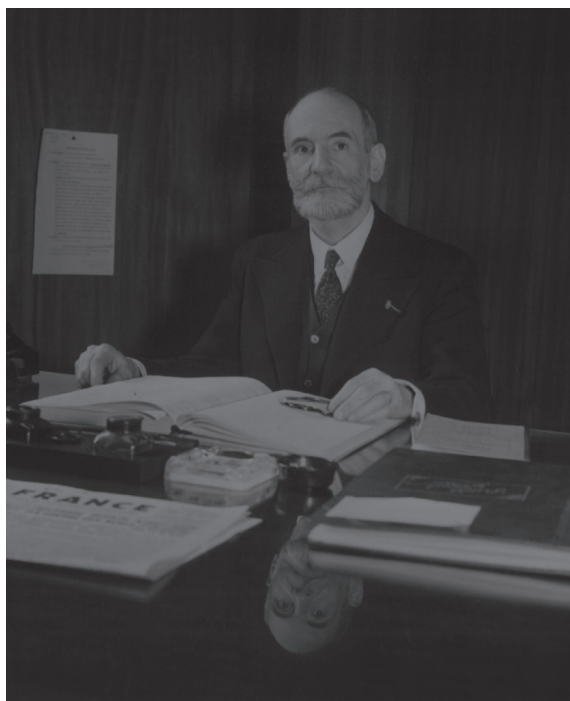


Table des matières

<i>Introduction : Le panthéon du droit</i>	4
1. PÈRES ET FILS.....	11
2. CEUX DE 14.....	23
3. UN JURISTE ENTRE DEUX GUERRES	33
4. LA TRAGÉDIE DE 1940.....	45
5. LE « GRAND LÉGISTE DE LA FRANCE LIBRE ».....	55
6. LE GARDIEN DE LA LÉGALITÉ RÉPUBLICAINE	67
7. LE COMBATTANT DES DROITS DE L'HOMME	79
8. LE PRIX NOBEL DE LA PAIX.....	91
<i>Conclusion : Soldat du droit</i>	101
<i>Bibliographie</i>	105
<i>À propos de l'image de couverture</i>	108

Achevé d'imprimer sur les presses
de Sepec Imprimerie à Péronnas
Dépôt légal :
N° d'impression :
IMPRIMÉ EN FRANCE